



« Le journalisme ne se tait pas. Il pose des questions ! » Manifestation de journalistes en 2014.

Photo: REUTERS/Umit Bektas

Turquie : solidarité avec les journalistes libres

Une résistance farouche pour défendre la liberté des médias

« Ce qui a changé ces dernières années ? Tout a empiré ! » Tel est le constat de Serdar Altan, coprésident de l'association de journalistes libres Dicle Firat Gazeteciler Dernegi (DFG) de Diyarbakir/Amed, lors d'un entretien avec le SOLIFONDS. En Turquie, le régime soumet depuis 2016 la presse libre à une répression féroce. Les 173 médias alors indépendants ont été interdits et contraints de mettre la clé sous la porte. L'État contrôle 95 % des quelque 700 médias que le pays compte aujourd'hui. Dans le classement de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières, la Turquie occupe la 153^e place sur 180. La pandémie de Covid-19 a encore aggravé la situation. En décrétant un nou-

veau confinement fin avril, le régime a interdit tout enregistrement, audio ou vidéo, d'interventions policières dans l'espace public pendant toute la durée de l'état d'urgence. Et l'État étend son contrôle à internet. Les autorités surveillent en continu certaines pages Web ainsi que des profils sur les réseaux sociaux pour les fermer régulièrement. Les journalistes qui publient des articles sur Twitter ou Facebook peuvent se retrouver en prison du jour au lendemain. Pendant le seul mois d'avril, les sites internet de deux agences libres, Mezopotamya Ajansi et Jin News, ont été bloqués une vingtaine de fois. Les journalistes indépendants ne renoncent pas pour autant. « Le gouver-

nement interdit nos agences, nous en fondons de nouvelles. Il ferme nos sites Web, nous en ouvrons de nouveaux, observe Serdar Altan. Tant qu'il y aura des journalistes, des jeunes surtout, pour faire valoir la liberté de la presse, nous garderons espoir. Nous continuerons à défendre notre travail et à rapporter fidèlement le cours des événements. »

Pour être à même d'exercer leurs activités en toute indépendance, les journalistes ont besoin de solidarité. À travers tout le pays, nombre d'entre eux, septante selon l'association DFG, sont actuellement en prison. Le DFG leur apporte un appui pendant et après l'incarcération, il se charge de leur trouver une assistance juridique et veille à ce que leurs proches puissent leur rendre visite. Pour lui permettre de poursuivre ces activités, le SOLIFONDS vient en aide à l'association de journalistes DFG et la soutient dans sa lutte pour des médias libres et indépendants, ainsi que pour la démocratie en Turquie.

Merci pour votre soutien!

« Nous continuons la lutte »

Depuis que l'armée a pris le pouvoir au Myanmar, le 1^{er} février, des millions de personnes à travers tout le pays protestent contre le putsch et le régime militaire. Les syndicats sont en première ligne, puisque leurs grèves ont nettement stimulé le mouvement. Le personnel soignant s'est mis en grève le jour même du putsch et d'autres professions, dont les ouvrières du textile, ont suivi.

La réaction du régime est brutale: les forces de sécurité arrêtent les manifestant-e-s et ont tiré à balles réelles sur la foule, tuant des centaines de personnes. Les syndicats sont à nouveau interdits. Le mouvement de protestation ne faiblit pas pour autant. Le SOLIFONDS a versé une contribution so-

lidaire à la caisse de grève des syndicats, afin de renforcer leur résistance.

Nous reproduisons ci-après l'extrait d'un entretien que le syndicat mondial IndustriALL a eu avec Khaing Zar, présidente du syndicat des ouvrières et des ouvriers de l'industrie au Myanmar (IWFM).

« Nul ne veut d'un retour à l'obscurantisme »

« Par centaines de milliers, les habitant-e-s ont participé aux manifestations pacifiques à travers le pays. Le mouvement de désobéissance civile CDM rassemble des gens de tout le Myanmar, quelle que soit leur origine ethnique, sociale ou géographique, y compris des travailleurs et travailleuses de divers secteurs tels que le transport, l'énergie, l'exploitation minière, l'industrie du textile, la construction ou la santé. Les syndicats se sont montrés très actifs et nos membres de l'industrie textile ont pris part aux protestations.

Les responsables des syndicats sont devenus la cible de l'armée et la police a lancé des mandats d'arrêt contre vingt d'entre eux. Les militaires font pression sur les employeurs pour obtenir des informations sur les syndicalistes et nombre de dirigeant-e-s syndicaux sont obligés de se cacher.

Nous continuerons de lutter contre le putsch militaire, car nous connaissons les atrocités d'un régime militaire. Nous avons vécu huit années de liberté relative, qui nous ont permis de voir le pays se développer. Nul ne veut d'un retour à l'obscurantisme. Sous un régime militaire, l'avenir, la liberté et la prospérité n'ont à l'évidence aucune chance. »

Lire l'entretien complet sur www.industriall-union.org/interview-khaing-zar



Le mouvement de désobéissance civile proteste contre le putsch.

Photo: IWFM

Communautés afro-colombiennes de la côte pacifique

Une caravane pour la paix

Malgré l'accord de paix passé entre la guérilla des FARC et le Gouvernement colombien, la violence est toujours omniprésente dans la région côtière du département du Cauca. Meurtres, enlèvements, menaces, intimidations et déplacements forcés restent chose courante. En mars, des escarmouches opposant l'armée aux dissidents des FARC ont mis 6000 membres de communautés afro-colombiennes dans une situation délicate: pris entre deux fronts, ils risquaient de devoir partir. Quarante-quatre familles ont fui à Timbiquí,

chef-lieu de district. Faute d'y avoir trouvé des logements adéquats et de l'aide, elles sont retournées dans leurs villages alors que la sécurité y demeurerait incertaine. Ce fut déjà le deuxième cas de déplacement massif depuis le début de l'année.

Désireuses de mettre un terme à la crise humanitaire que le conflit armé perpétue sur les rives du Pacifique, deux cents personnes issues d'organisations colombiennes et internationales ont cheminé en avril le long des rivières de la côte pacifique de la Colombie.

Cette caravane pour les droits humains faisait suite à la conclusion du Pacte pour la vie et la paix, signé en septembre 2020 par l'Église catholique, les organismes de la société civile et l'administration colombienne. La coordination des organisations ethniques populaires (Cococauca), la conférence ethnoterritoriale pour la paix (METP) et le vicariat épiscopal de Guapi ont mis cette caravane sur pied afin que d'autres secteurs de la société s'engagent pour la paix et que les acteurs armés illégaux acceptent enfin de dialoguer.



2015 : manifestation en soutien à des journalistes arrêtés. Depuis, la situation a empiré.

Photo: Tumay Berkin/ ZUMA Wire/ Alamy Live News

Turquie : soutenir les journalistes libres

« Il faut qu'ils sachent qu'ils ne sont pas seuls »

« Notre nom veut tout dire : Dicle Firat Gazeteciler Derneği (DFG) – Association des journalistes Tigre-Euphrate. Il représente la conscience sociale d'une région symbolisée par les deux fleuves. Nul n'aurait jamais eu connaissance de la lutte des Kurdes sans le travail des journalistes. Nous voulons perpétuer la tradition qui consiste à rechercher la vérité, la démocratie et la paix », explique Serdar Altan dans un entretien avec le SOLIFONDS.

Fondée début 2020 à Diyarbakir/Amed, l'association DFG se définit comme « une organisation de solidarité pour et par les journalistes libres ». Serdar Altan la copréside avec sa collègue Dicle Müftüoğlu. Les membres du DFG travaillent tous au sein de différents médias : Serdar pour une station de télévision, Dicle comme journaliste à l'agence Mezopotamya Ajansi. D'autres occupent des postes de reporter ou de camerawoman auprès de Jin News, la seule agence de presse féminine de Turquie.

Rendre compte de la répression

Serdar Altan n'a pas de carte de presse officielle. « Cela ne signifie pas que je ne suis pas journaliste. À notre avis, c'est la

qualité du reportage et non pas le Gouvernement turc qui fait le journaliste. La carte de presse est un moyen de contrôle que nous rejetons. » En Turquie, les professionnel-le-s des médias libres sont sans cesse confrontés à des obstacles dans leur travail. « Il suffit d'assister à une conférence de presse du parti de gauche HDP pour risquer une peine de prison. Ceux qui rapportent fidèlement des faits sont punis. Prenons le cas récent de quatre collègues. Ils ont décrit comment deux villageois kurdes ont été torturés par des soldats, puis précipités vers la mort depuis un hélicoptère. Le déroulement des événements a même été confirmé par un rapport médical. Lorsque les journalistes ont publié la nouvelle, ils ont été jetés en prison. Ils ont certes été libérés sous caution, mais attendent d'être jugés. »

L'association DFG rend compte de telles arrestations dans son rapport mensuel sur la situation des professionnel-le-s des médias en Turquie. Elle apporte aussi un appui financier et moral à ses collègues incarcérés. « Ce soutien est essentiel, notamment pour permettre aux proches d'aller rendre visite aux détenus. Nous recherchons et payons

également les représentant-e-s légaux. Mais le soutien moral est presque plus important. Nous assistons aux audiences du tribunal, organisons des campagnes de soutien, envoyons des lettres de solidarité à la prison, etc. Cela peut arriver n'importe quand à chacun-e d'entre nous. Et il est alors essentiel de savoir que nous ne sommes pas seuls. »

La nouvelle génération fait renaître l'espoir

Malgré toutes les difficultés, Serdar Altan ne perd pas espoir. « Une nouvelle génération de journalistes veut travailler pour des médias indépendants. Ces jeunes collègues nous apportent un nouvel espoir. » Les ateliers que le DFG organise pour les former jouent dès lors un rôle crucial. La pandémie a toutefois réduit le nombre des cours et détérioré la situation générale de l'association. Elle entrave non seulement le travail des journalistes, mais a aussi contraint le DFG à suspendre nombre de ses activités destinées aux membres. De plus, avec l'incertitude, les dons se sont taris.

Pour continuer à fournir un appui aux professionnel-le-s des médias libres dans une situation fort précaire, le DFG a de toute urgence besoin de soutien. Le SOLIFONDS apporte son appui à l'association afin de lui permettre de poursuivre son action solidaire en faveur de journalistes incarcérés et d'accompagner de jeunes professionnel-le-s sur la voie vers le journalisme libre.



Les cuisines solidaires distribuent un repas chaud par jour.

Photo: MTST

Mouvement des sans-toit (MTST) au Brésil

Des cuisines solidaires pour lutter contre la faim

Au Brésil, la pandémie et la politique catastrophique du gouvernement ont des effets désastreux. Le système de santé est au bord de la rupture, alors que les nouvelles infections et les décès atteignent des chiffres alarmants. L'année dernière, d'innombrables personnes ont perdu leur revenu et beaucoup souffrent de la faim. Depuis le début de la pandémie, ce sont les mouvements populaires qui assument l'action solidaire: ils remettent des colis alimentaires et des sets d'hygiène aux familles démunies, tandis que leurs brigades sanitaires informent sur la pandémie et expliquent les indispensables mesures de prévention. Durant la première vague de la pandémie, le mouvement des sans-toit (MTST) a ainsi distribué de la nourriture et des articles d'hygiène à 20 000 familles. Il a aussi mis en place sur WhatsApp des permanences d'assistance juridique et de soutien en matière de santé physique et psychique. En une période d'insécurité et d'isolement, où tout rassemblement était impossible, ces efforts ont joué un rôle essentiel pour redonner courage aux gens, maintenir la cohésion sociale et préserver l'existence du mouvement. Quarante femmes des favelas ont par ailleurs appris à coudre des masques. Elles ont ainsi touché un revenu en produisant 110 000 masques, que le mouvement a distribués. Le MTST a en outre diffusé des rapports sanitaires via WhatsApp et démenti de la sorte les « fake news » du gouvernement.

Renforcer la résistance

Dès la première vague de Covid-19, le MTST a ouvert des cuisines collectives afin de distribuer des repas. Et ce réseau de cuisines solidaires, le MTST a entrepris de l'étendre: dans chaque État du Brésil, au moins une cuisine devrait servir des repas une à plusieurs fois par jour. Installées dans des quartiers pauvres, ces cuisines bénéficient d'un accès public et sont ouvertes à tous.

Avec ses cuisines solidaires, le mouvement des sans-toit participe à l'indispensable lutte contre la faim. Plus encore, les cuisines offrent un lieu où mener un travail de base: les personnes qui s'y rendent reçoivent des informations sur la situation sanitaire, mais aussi sur leurs droits, la production alimentaire biologique et sur la situation politique. Le MTST créera si possible des jardins communautaires pour produire des aliments. Soutenues par le SOLIFONDS, les cuisines s'inscrivent dans l'effort de mobilisation qui vise à renforcer la résistance à la politique fasciste de Bolsonaro et à développer des solutions alternatives.

À signer absolument !

Le SOLIFONDS soutient trois pétitions qui circulent en ce moment. En annexe à ce bulletin, vous trouverez une pétition du réseau « Résistance au plat du jour ! », dont le SOLIFONDS est membre. Après des assises largement suivies, début 2020, le réseau a lancé une pétition qui revendique « **De meilleures conditions de travail pour les salarié-e-s de l'agriculture** ».

Une autre pétition, rédigée par Multi-Watch et soutenue par le SOLIFONDS, exige que **Glencore respecte les droits humains**. Elle a été lancée à l'occasion de l'assemblée générale de Glencore, fin avril 2021, lorsque Gary Nagle a succédé à Ivan Glasenberg au poste de CEO. La pétition est disponible sur www.mutiwatch.ch.

Nous vous prions par ailleurs de signer la **pétition pour faire libérer Sudha Bharadwaj**. Cette syndicaliste et avocate, que le SOLIFONDS connaît depuis longtemps, est incarcérée en Inde depuis bientôt trois ans. Son acte d'accusation se fonde sur des « preuves » forgées de toutes pièces et elle attend toujours son procès. De plus, Sudha Bharadwaj est aujourd'hui malade du Covid-19. Nous demandons sa libération rapide, ainsi que celle de ses coaccusés. La pétition se trouve sur www.fr.solifonds.

Recherchons compañeras et compañeros !

Pour apporter rapidement de la solidarité là où elle est nécessaire d'urgence, le SOLIFONDS a besoin d'élargir le cercle des personnes qui le soutiennent.

Aidez-nous à trouver des compañeras et des compañeros! En versant une contribution annuelle, ces nouveaux donateurs et donatrices participent à la solidarité que nous apportons aux mouvements populaires dans les pays du Sud.

Plus d'infos:

www.fr.solifonds.ch/companera

ÉDITION: SOLIFONDS – Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale, Quellenstrasse 25, CH-8005 Zurich
Tél. 044 272 60 37, mail@solifonds.ch, www.solifonds.ch, PC 80-7761-7, IBAN CH52 0900 0000 8000 7761 7
Rédaction: Aurora García, Yvonne Zimmermann. Traduction: Milena Hrdina, Bienne
Impression: printoset, Zurich (imprimé sur papier Refutura: 100 % recyclé, Ange bleu, FSC, bilan CO₂ neutre)